



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.166/2
du 6 février 2014

sur

un projet d'arrêté royal 'portant
statut pécuniaire du personnel
opérationnel des zones de
secours'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.166/2
van 6 februari 2014

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'houdende
bezoldigingsregeling van het
operationeel personeel van de
hulpverleningszones'

Le 27 janvier 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant statut pécuniaire du personnel opérationnel des zones de secours'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 6 février 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Claudine MERTES, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 février 2014.

*

Op 27 januari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de hulpverleningszones'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 6 februari 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Claudine MERTES, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 februari 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. À la question de savoir si le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a rendu un avis sur le projet portant statut pécuniaire du personnel opérationnel des zones de secours, la fonctionnaire déléguée a indiqué que,

« Dans la mesure où la Région de Bruxelles-Capitale n'entre pas dans le champ d'application du statut pécuniaire, celle-ci n'a pas rendu d'avis à ce sujet ».

L'article 17 de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile' dispose en son paragraphe 1^{er} que :

« La présente loi est d'application à l'organe mis en place par la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises à l'exception des dispositions suivantes :

[...]

7° article 106¹, sauf en ce qui concerne les principes généraux du statut administratif applicable au personnel opérationnel visé à cet article ».

Il est vrai que, sur la base de cette disposition, l'avis du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ne semble pas requis.

Toutefois, l'association des régions résulte de l'article 6, § 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', selon lequel :

« § 4. Les Gouvernements seront associés :

[...]

6° à l'élaboration de dispositions fédérales générales prévues à l'article 9, § 1^{er}, deuxième alinéa, de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile [...] »².

Certes, en vertu de l'article 201 de la loi précitée du 15 mai 2007, la loi du

¹ Cet article dispose que

« Le Roi arrête, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel des zones, en ce compris la formation ».

² Ce paragraphe dispose :

« § 1^{er}. Le Roi détermine les règles d'organisation générale des services publics d'incendie.

Il arrête les dispositions générales dans les limites desquelles sont fixés le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitement, les indemnités, les allocations et notamment les allocations de foyer et de résidence, le pécule de vacances et le pécule de vacances familial ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres des services publics d'incendie ».

31 décembre 1963 précitée sera abrogée dix jours après la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal par lequel le Roi constate que les conditions visées à l'article 220 sont remplies pour toutes les zones de secours.

Sur la question de savoir si une telle abrogation a pour conséquence de supprimer l'obligation d'association résultant de la loi spéciale, la section de législation a déjà indiqué dans l'avis 41.963/2 donné le 17 janvier 2007 sur l'avant-projet devenu la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile' que :

« [...] 3.3. Les articles 94, alinéa 1^{er}, et 98 de l'avant-projet de loi habilent le Roi à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le cadre minimal et le statut administratif et pécuniaire du personnel administratif et opérationnel des zones de secours.

L'article 190 de l'avant-projet de loi abroge la loi du 31 décembre 1963, précitée, qui impose, en son article 9, § 1^{er}, alinéa 2, la formalité de l'association des régions à l'élaboration de dispositions fédérales générales.

Ce faisant, l'avant-projet supprime la formalité de l'association des régions prévue par l'article 6, § 4, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée.

Concernant une situation analogue, à savoir l'association des régions à l'élaboration de dispositions fédérales prévues à l'article 189 de la Nouvelle loi communale, formalité visée à l'article 6, § 4, 7^o de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, la section de législation a précisé ³ :

'[...] dans la mesure où le Roi se verrait accorder le pouvoir de fixer des dispositions statutaires générales, se pose la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'y associer les régions.

Il résulte, en effet, de la combinaison de l'article 189 de la Nouvelle loi communale et de l'article 6, § 4, 7^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qu'il convient d'associer les gouvernements régionaux aux dispositions générales arrêtées par le Roi pour fixer les limites dans lesquelles le conseil communal détermine le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitements, les allocations ou indemnités ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres du corps de la police communale.

Il est vrai que l'article 205 de la proposition de loi abroge l'article 189 de la Nouvelle loi communale, mais reste à savoir si le remplacement d'une règle selon laquelle le conseil communal détermine des éléments du statut de la police locale dans les limites générales fixées par le Roi, par une règle selon laquelle le Roi fixe lui-même le statut, et le remplacement formel de la police communale par la police locale, peut neutraliser la disposition visée de la loi spéciale.

Compte tenu de la *ratio legis* de cette disposition de la loi spéciale, qui veut tenir compte des compétences accordées aux régions en ce qui concerne les communes, il semble devoir être répondu par la négative à cette question' ».

Sur cette base, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale doit encore être associé à l'adoption de l'avant-projet.

³ Avis 28.080/1/V donné le 20 août 1998 sur une proposition devenue la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux' (*Doc. parl.*, Chambre, 1997-1998, n° 1676/5, p. 17).

2. Par ailleurs il ressort des documents fournis au Conseil d'Etat que les Gouvernements flamand et wallon ont, lors de leurs délibérations respectives des 10 et 23 janvier 2014, formulé des remarques et des réserves à l'égard du projet à l'examen.

Il est rappelé que, pour que la formalité de l'association des gouvernements des régions soit considérée comme accomplie, il ne suffit pas de solliciter l'avis de ces gouvernements. Si ceux-ci émettent des objections ou des remarques, la formalité de l'association ne sera considérée comme accomplie que s'il a été donné suite à ces remarques ou s'il s'en est suivi un échange d'idées effectif au niveau gouvernemental, par exemple dans le cadre du comité de concertation ou d'une conférence interministérielle.

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité.

3. Les négociations avec les organisations syndicales ont eu lieu les 17, 18 et 19 décembre 2013, ainsi que le 15 janvier 2014. Elles ont signé le protocole de désaccord le 20 janvier 2014.

4. Il ressort des documents annexés à la demande d'avis que le Conseil des ministres a délibéré le 13 décembre 2013, soit avant que les formalités précitées n'aient été accomplies. Les observations qui suivent sont donc formulées sous la réserve que, si les textes soumis au Conseil d'État subissent encore des modifications à la suite des formalités précitées dont le Conseil des ministres n'a pas encore dégagé de conclusions, les dispositions modifiées sur des points autres que purement formels soient soumises au Conseil d'État pour un nouvel examen.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Plusieurs dispositions emportent la délégation d'un pouvoir réglementaire aux conseils de zone.

À cet égard, l'attention de l'auteur du projet est attirée, de manière générale, sur le fait que l'attribution d'un pouvoir réglementaire aux conseils ne paraît pas conforme aux principes généraux de droit public en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire. En outre, les garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par le Conseil d'État, section de législation, sont absentes. Pareille délégation ne se justifie que pour des raisons pratiques et dans la mesure où elle a une portée très limitée ou principalement technique et où il peut être considéré que les organismes qui doivent appliquer la réglementation concernée ou la contrôler sont également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause.

Face à de telles délégations, la question doit donc à chaque fois se poser de savoir si la délégation visée répond à toutes ces conditions.

En outre, le recours à de nombreuses délégations permettant aux conseils de déterminer des indemnités, primes et allocations complémentaires apparaît en contradiction avec l'objectif d'harmonisation poursuivi par l'adoption d'un statut pécuniaire unique, élaboré par le Roi, pour les membres opérationnels des zones de secours.

Cette observation vaut pour les articles 3, 39 et 40 en projet.

2. Plusieurs dispositions sont également susceptibles de poser problème au regard du principe d'égalité et de non-discrimination en ce qu'elles introduisent des distinctions entre, par exemple, certaines catégories de grades ou certaines catégories de membre du personnel volontaire (exemples : article 9, titres 4 et 5, articles 33, alinéa 2, 40 et 47).

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier ces distinctions au regard des principes d'égalité et de non-discrimination.

3. Le commandant de zone ne pouvant être qu'un membre du personnel opérationnel, tombe dans le champ d'application du présent projet. Or, aucune disposition ne permet de déterminer la rémunération qui sera allouée au membre du personnel désigné pour exercer le mandat de commandant de zone. Le projet devrait être complété sur ce point.

4. En application de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation connaît seulement des projets d'arrêtés qui ont un caractère réglementaire.

Les dispositions d'un arrêté qui fixent des échelles de traitement sont dépourvues d'un tel caractère. Il en va de même en ce qui concerne les dispositions qui fixent des allocations ou des indemnités.

En conséquence, les aspects du projet qui se limitent à un tel objet ne feront l'objet d'aucune observation à l'exception du constat suivant : l'annexe 1 fait état d'une échelle de traitement relative au grade de lieutenant (en extinction) mais l'examen du présent projet et du projet de statut administratif ne permet pas de comprendre quelles seront les situations régies par cette échelle.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 5

Puisque les articles 41, § 2, et 42 du statut en projet s'appliquent au membre du personnel qui a fait usage de la faculté visée à l'article 207 de la loi du 15 mai 2007, l'article 5 en projet doit préciser : « À l'exception des articles 41, § 2, et 42, le présent statut, ... ».

Livre 2, titre 1^{er} – Des dispositions propres au membre du personnel professionnel

Le titre 1^{er} serait plus adéquatement intitulé « Du traitement ».

Article 7

Cet article, qui régit l'attribution de l'échelle de traitement en cas de promotion par avancement de grade ⁴, devrait faire l'objet d'un titre spécifique.

Article 9

1. Les références sont imprécises. Il serait préférable d'indiquer, par analogie avec les termes utilisés par exemple à l'article 84 de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale', que

« Le membre du personnel professionnel bénéficie :

1° d'une allocation de foyer ou de résidence aux conditions fixées dans l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale ;

2° une allocation de fin d'année aux conditions fixées dans l'arrêté royal du 28 novembre 2008 remplaçant, pour le personnel de certains services publics, l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public ;

3° un pécule de vacances aux mêmes conditions que celles fixées pour les agents de l'État ».

2. En outre, il est permis de s'interroger sur les raisons pour lesquelles les membres du personnel volontaire, qui sont en réalité des statutaires temporaires, ne pourraient pas bénéficier également de ces allocations et pécule au prorata de leurs prestations et ce, d'autant plus que l'arrêté royal du 2 décembre 2003 'relatif au pécule de vacances pour les membres des services publics d'incendie' et l'arrêté royal du 22 décembre 2003 'relatif à l'allocation de fin d'année pour les membres des services publics d'incendie', abrogés par l'article 41, § 1^{er}, n'excluent pas les membres du personnel volontaire de leur champ d'application.

Article 10

Cet article, qui contient en réalité une définition, devrait être inséré dans l'article 1^{er}.

Article 11

La notion « heures de formation valorisables » mériterait d'être précisée : s'agit-il uniquement des heures de formation de recyclage visée au 3° des articles 13 à 20 et des heures de

⁴ Cette notion, plus usuelle, sera préférée à celle de « promotion hiérarchique ».

formation reconnues visées au 4° des articles 13 à 20 ou cela vise-t-il également d'autres heures de formation ?

En outre, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'article 150 du projet d'arrêté royal 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours' (ci-après : le projet de statut administratif), qui fait l'objet ce jour de l'avis 55.165/2, utilise les termes « heures de formation continue ».

Si ces différents termes recouvrent la même réalité, il serait préférable d'opter pour une dénomination uniforme. Par contre, s'ils recouvrent des réalités différentes, il conviendrait de le préciser clairement.

Livre 2, titre 3 – De l'ancienneté pécuniaire

Observation générale

La lecture de ce titre démontre que l'ancienneté pécuniaire se compose de :

1° l'ancienneté pécuniaire qui est reconnue comme acquise lors de l'entrée en service ;

2° celle qui est acquise en tant que membre du personnel après l'entrée en service.

Les articles du présent titre devraient donc être groupés selon qu'ils permettent de déterminer l'ancienneté pécuniaire qui est reconnue comme acquise lors de l'entrée en service ou celle qui est acquise en tant que membre du personnel après l'entrée en service.

Article 21

Afin de tenir compte de l'observation qui précède, cet article pourrait être rédigé comme suit :

« L'ancienneté pécuniaire est constituée de deux composantes :

1° celle qui est reconnue comme acquise lors de l'entrée en service ;

2° celle qui est acquise en tant que membre du personnel après l'entrée en service.

La première composante est décrite aux articles xxx (à déterminer) et la seconde à l'article xxx (à déterminer) ».

Article 22

1. Au paragraphe 1^{er}, afin d'éviter des problèmes d'interprétation, mieux vaudrait préciser la définition des services publics, à l'instar de ce qui est prévu à l'article 11, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 25 octobre 2013 'relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale'⁵.

2. La question se pose de savoir si l'article 22, § 3, du projet ne fait pas double emploi avec les dispositions prévues au 2^o des articles 13 à 20 du projet, qui prévoient que l'une des conditions requises pour la promotion par avancement de grade est d'« avoir obtenu la mention satisfaisant lors de la dernière évaluation ».

De la sorte, le fait d'avoir obtenu une mention « insatisfaisant » a déjà un effet négatif sur la progression barémique du membre du personnel. Est-il, dans ce cas, encore utile de prévoir, à l'article 22, § 3, que les périodes durant lesquelles il a obtenu cette mention n'entrent pas, au titre de services valorisables, dans le calcul de l'ancienneté pécuniaire.

3. Au paragraphe 4, alinéa 2, afin d'éviter de complexifier les calculs par l'apparition de décimales, il serait utile de prévoir une règle d'arrondi.

Afin de garantir les droits résultant de calculs antérieurs, il serait également utile, à l'instar de ce qu'énonce l'article 11, § 4, de l'arrêté royal précité du 25 octobre 2013, de prévoir que :

« Toutefois, lorsque le membre du personnel fait valoir des services prestés à temps partiel et que ceux-ci ont été pris en compte à temps plein pour le calcul de son ancienneté pécuniaire dans le service public où ils ont été prestés, l'ancienneté pécuniaire est reconnue comme acquise à temps plein.

De même, lorsque des périodes pendant lesquelles le membre du personnel n'a pas effectivement presté des services ont été prises en compte pour le calcul de son ancienneté pécuniaire dans le service public où ils ont été prestés, l'ancienneté pécuniaire est reconnue comme acquise à temps plein ».

Il conviendrait alors également de limiter cette reconnaissance à celle dont aurait bénéficié le membre du personnel s'il avait été engagé, pour la même période, par exemple, par une zone de secours.

4. Au paragraphe 6, le statut devrait déterminer la méthode de calcul qui devra être appliquée par le collège pour déterminer la durée des services admissibles⁶.

⁵ Cette disposition est rédigée comme suit :

« Les membres du personnel engagées par des personnes morales de droit privé ou de droit public qui ne seraient pas visées à l'alinéa 1^{er}, dans une situation juridique définie unilatéralement par l'autorité publique compétente ou, en vertu d'une habilitation de l'autorité publique, par leur organe dirigeant compétent, sont considérés comme relevant des services publics ».

⁶ Voir par exemple, l'article 11, § 3, de l'arrêté royal précité du 25 octobre 2013.

Article 23

Les éléments essentiels de la procédure d'introduction de la demande de reconnaissance (délai, autorité compétente, etc.) devraient être déterminés, de même que les effets attachés à la décision de non-reconnaissance ou à l'absence de décision dans un certain délai.

Article 24

Il faudrait également prévoir :

- que le résultat du calcul de l'ancienneté pécuniaire acquise ne peut jamais avoir pour effet la prise en compte d'un nombre plus grand de mois que ceux pendant lesquels les services ont été prestés ;

- mais que les dix mois de l'année scolaire dans l'enseignement comptent pour une année⁷.

Livre 2, titre 4 – De la prime d'opérationnalité et de prestations irrégulières

Observation générale

Cette allocation est réservée aux membres du personnel professionnel. L'auteur du projet doit être en mesure de justifier que les volontaires ne peuvent bénéficier également d'une telle prime.

Article 25

Les alinéas 2 et 3 font référence aux annexes 2 et 3 du projet de statut administratif. Ce projet, tel que soumis au Conseil d'État pour avis sous le numéro 55.162/2 du rôle, ne comporte cependant pas d'annexe 3. Quant à l'annexe 2, il s'agit d'un modèle de certificat médical.

⁷ Voir en ce sens, l'article 11, § 5, de l'arrêté royal précité du 25 octobre 2013.

Livre 3, titre 5 – De l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure

Observation générale

Cette allocation est réservée aux membres du personnel professionnel. Or, il ressort du livre 10 du statut administratif en projet que les fonctions supérieures peuvent être exercées tant par des professionnels que par des volontaires. Rien ne justifie donc, *a priori*, que les volontaires qui exercent de telles fonctions ne puissent bénéficier également d'une telle allocation.

Article 28

1. À l'alinéa 1^{er}, les termes « à celle du grade dont il est titulaire » sont inutiles.
2. Il conviendrait, semble-t-il, par analogie avec l'article 147, alinéa 2, du statut administratif en projet, de prévoir que,

« Si le membre du personnel est promu au grade correspondant à l'emploi qu'il a occupé sans interruption et s'il est affecté à cet emploi, il obtient une prise de rang pour l'avancement dans son échelle de traitement à la date depuis laquelle il occupe l'emploi de manière continue. Cette date ne peut pas remonter au-delà ni de la date à laquelle le membre du personnel a rempli toutes les conditions requises par le statut administratif pour être promu à l'échelle de traitement liée à l'emploi actuel, ni de la date à laquelle cet emploi était vacant ».

Article 33

À l'alinéa 2, le Conseil d'État n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles un calcul particulier de l'ancienneté pécuniaire est instauré pour les caporaux. Ceci pourrait poser problème au regard du principe d'égalité et de non-discrimination.

Article 37

Cet article, qui prévoit que la durée des prestations permettant de calculer l'ancienneté pécuniaire est établie en tenant compte, notamment, des services de garde en caserne, paraît en contradiction avec l'article 33, alinéa 1^{er}, du projet selon lequel l'ancienneté pécuniaire est calculée à raison d'une année d'ancienneté pour cent quatre-vingts heures de prestation en dehors des services de gardes en caserne.

Article 38

L'alinéa 3 s'écarte de l'article 7 de l'arrêté royal du 20 juin 1994 auquel se réfère l'alinéa 2. Il ne mentionne pas comment est déterminé le pourcentage visé.

Cette disposition devrait donc être complétée sur ce point.

Livre 4 - Dispositions facultatives

L'intitulé du livre 4 devrait être modifié. Ce ne sont en effet pas les dispositions qui sont facultatives mais la mise en œuvre du pouvoir qu'elles attribuent au conseil de zone.

Article 41

Au paragraphe 1^{er}, il convient d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur le fait que :

- l'arrêté royal du 20 juin 1994 'fixant les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel des services publics d'incendie' s'applique aussi au personnel de la police communale, notamment par le biais de l'article 12.11.72 PJPo ;

- l'arrêté royal du 20 juin 1994 'fixant les dispositions générales relatives à l'octroi d'une allocation pour travail de nuit, de samedi et de dimanche' s'applique aussi aux services de police, notamment par le biais de l'article 12.11.74 PJPo ;

- la circulaire du 3 mars 1995 'indemnité pour prestations de nuit, de samedi et de dimanche et indemnité pour prestations de garde à domicile' s'applique aussi à certains officiers de la police communale.

L'abrogation de ces normes risque donc de modifier la situation de ces personnes.

Article 47

Le Conseil d'État n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles le membre du personnel volontaire qui était simultanément membre volontaire de deux ou plusieurs services d'incendie au cours du même mois ne peut cumuler ces prestations pour calculer son ancienneté pécuniaire. La lecture de l'article 24 démontre, en tout cas, qu'il n'en va pas de même pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel professionnel. Ceci pourrait poser problème au regard du principe d'égalité et de non-discrimination.

Article 49

Cette disposition n'est pas claire. Que se passera-t-il si l'arrêté royal par lequel il est constaté que les conditions visées à l'article 220 de la loi du 15 mai 2007 sont remplies, ne peut pas entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2015 ?

Sous cette réserve, en tout état de cause, la deuxième partie de l'article 49 ne permet pas de déterminer aisément la date d'entrée en vigueur qu'elle tend à fixer. Telle qu'elle est conçue, il appartient en effet aux intéressés de rechercher à quelle date le Roi a fait application de l'article 220 de la loi du 15 mai 2007 précitée.

Il conviendrait d'habiliter le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions à publier dans le *Moniteur belge* un avis qui mentionnera, en application de l'article 49, à quelle date l'article 207 de la loi précitée du 15 mai 2007 et l'arrêté en projet entrent en vigueur.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Op de vraag of de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een advies heeft uitgebracht over het ontwerp houdende bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de hulpverleningszones, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“Dans la mesure où la Région de Bruxelles-Capitale n’entre pas dans le champ d’application du statut pécuniaire, celle-ci n’a pas rendu d’avis à ce sujet”.

Paragraaf 1 van artikel 17 van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’ luidt als volgt:

“Deze wet is van toepassing op het orgaan, dat werd ingericht door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met toepassing van artikel 5 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, met uitzondering van de volgende bepalingen:

(...)

7° artikel 106,¹ behalve voor wat betreft de algemene principes van het administratief statuut dat van toepassing is op het operationeel personeel bedoeld in dit artikel”.

Het advies van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering lijkt op basis van die bepaling weliswaar niet vereist te zijn.

Uit artikel 6, § 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ vloeit evenwel voort dat de gewesten bij de uitwerking van het ontwerp moeten worden betrokken. Die bepaling luidt als volgt:

“§ 4. De Regeringen worden betrokken bij:

(...)

6° het ontwerpen van de federale algemene bepalingen bedoeld in artikel 9, § 1, tweede lid, van de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming (...).²

¹ Dat artikel luidt als volgt:

“De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het administratief en geldelijk statuut van het operationeel personeel van de zones, hierbij inbegrepen de opleiding”.

² Die paragraaf luidt als volgt:

“§ 1. De Koning stelt de algemene regels van de organisatie van de openbare brandweerdiensten vast.

Krachtens artikel 201 van de voornoemde wet van 15 mei 2007, wordt de voornoemde wet van 31 december 1963 weliswaar opgeheven tien dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het koninklijk besluit waarin de Koning vaststelt dat voor alle hulpverleningszones voldaan is aan de voorwaarden zoals bedoeld in artikel 220.

Betreffende de vraag of een dergelijke opheffing als gevolg heeft dat de verplichting om de gewestregeringen erbij te betrekken, die uit de bijzondere wet voortvloeit, vervalt, heeft de afdeling Wetgeving reeds het volgende gesteld in advies 41.963/2, op 17 januari 2007 over het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 15 mei 2007 'betreffende de civiele veiligheid':

"(...) 3.3. Bij de artikelen 94, eerste lid, en 98 van het voorontwerp van wet wordt de Koning ertoe gemachtigd om bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het algemeen minimaal kader en het administratief en geldelijk statuut te bepalen van het administratief en operationeel personeel van de hulpverleningszones.

Bij artikel 190 van het voorontwerp van wet wordt de voormelde wet van 31 december 1963 opgeheven, waarvan artikel 9, § 1, tweede lid, het vormvereiste van het betrekken van de gewesten bij het ontwerpen van de federale algemene bepalingen oplegt.

Het vormvereiste van het erbij betrekken van de gewesten, waarin artikel 6, § 4, 6°, van de voornoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 voorziet, wordt aldus bij het voorontwerp geschrapt.

In verband met een soortgelijke situatie, namelijk het betrekken van de gewesten bij het ontwerpen van federale bepalingen bedoeld in artikel 189 van de nieuwe gemeentewet, welk vormvereiste vervat is in artikel 6, § 4, 7°, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, heeft de afdeling Wetgeving op het volgende gewezen³:

'(...) in de mate dat aan de Koning bevoegdheid zou worden verleend om algemene statutaire bepalingen vast te stellen voor de lokale politie, (rijst) de vraag of de gewesten daarbij niet betrokken moeten worden.

Uit de combinatie van artikel 189 van de nieuwe gemeentewet met artikel 6, § 4, 7°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen blijkt immers dat de gewestregeringen betrokken moeten worden bij de algemene bepalingen die de Koning vaststelt om de grenzen te bepalen waarbinnen de gemeenteraad de formatie, de bezoldigingsregeling, het administratief statuut, de weddeschalen, de toelagen of vergoedingen, alsmede de wervings-, benoembaarheids- en bevorderingsvereisten vaststelt van de leden van het gemeentelijk politiekorps.

Artikel 205 van het voorstel heft weliswaar artikel 189 van de nieuwe gemeentewet op, maar het is de vraag of het vervangen van een regeling waarbij de gemeenteraad onderdelen van het statuut van de gemeentepolitie bepaalt binnen de algemene grenzen vastgesteld door de Koning door een regeling waarbij de Koning het

Hij stelt de algemene bepalingen vast binnen de perken waarvan de personeelsformatie, de bezoldigingsregeling en het administratief statuut, de weddeschalen, de vergoedingen, de toelagen en met name de haard- en standplaatstoelage, het vakantiegeld en het gezinsvakantiegeld worden vastgesteld, alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering voor het personeel van de openbare brandweerdiensten".

³ Advies 28.080/1/V, gegeven op 20 augustus 1998 over een voorstel dat geleid heeft tot de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (Gedr. St., Kamer, gewone zitting 1997-1998, nr. 1676/5, blz. 17).

statuut zelf vaststelt, en het formeel vervangen van de gemeentepolitie door de lokale politie, de genoemde bepaling van de bijzondere wet buiten werking kan stellen.

Gelet op de ratio legis van die bijzondere-wetsbepaling, die rekening wil houden met de bevoegdheden welke aan de gewesten met betrekking tot de gemeenten zijn toegekend, lijkt die vraag ontkennend te moeten worden beantwoord”.

Op grond hiervan moet de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nog bij de aanneming van het voorontwerp worden betrokken.

2. Voorts blijkt uit de documenten die aan de Raad van State zijn overgezonden dat de Vlaamse en de Waalse Regering in hun bespreking van respectievelijk 10 en 23 januari 2014 ten aanzien van het voorliggende ontwerp opmerkingen en bezwaren hebben gemaakt.

Er wordt op gewezen dat het niet voldoende is om het advies van de gewestregeringen te verzoeken opdat het vormvereiste dat die regeringen erbij moeten worden betrokken, als vervuld kan worden beschouwd. Indien die regeringen bezwaren of opmerkingen uiten, wordt het vormvereiste dat de gewestregeringen erbij moeten worden betrokken eerst als vervuld beschouwd indien op die opmerkingen is ingegaan of indien er nadien, op regeringsniveau, bijvoorbeeld in het kader van het overlegcomité of van een interministeriële conferentie, daadwerkelijk over van gedachten is gewisseld.

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

3. Het overleg met de vakorganisaties heeft op 17, 18 en 19 december 2013 en op 15 januari 2014 plaatsgevonden. Die organisaties hebben het protocol van niet-akkoord getekend op 20 januari 2014.

4. Uit de documenten die bij de adviesaanvraag zijn gevoegd, blijkt dat de Ministerraad op 13 december 2013 heeft overlegd, dat wil zeggen voordat de voornoemde vormvereisten waren vervuld. De hierna volgende opmerkingen worden dus gemaakt onder het voorbehoud dat, mochten de aan de Raad van State voorgelegde teksten ten gevolge van de voornoemde vormvereisten, waaruit de Ministerraad nog geen conclusies heeft getrokken, nog wijzigingen ondergaan, de bepalingen die op andere dan louter formele punten worden gewijzigd voor een nieuw onderzoek aan de Raad van State worden voorgelegd.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Meerdere bepalingen brengen de delegatie van verordenende bevoegdheid aan de zoneraden mee.

In dat verband wordt de steller van het ontwerp in het algemeen gewezen op het feit dat het verlenen van verordenende bevoegdheid aan de raden niet in overeenstemming is met de algemene publiekrechtelijke beginselen omdat erdoor geraakt wordt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht. Bovendien ontbreken de waarborgen waarmee de klassieke

regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake de bekendmaking en de preventieve controle van de Raad van State. Een dergelijke delegatie kan enkel worden gebillijkt om praktische redenen en in de mate dat ze een zeer beperkte of een hoofdzakelijk technische draagwijdte heeft, en er mag worden van uitgegaan dat de instellingen die de betrokken reglementering moeten toepassen of er toezicht moeten op uitoefenen, ook het best geplaatst zijn om deze met kennis van zaken uit te werken.

Ten aanzien van dergelijke delegaties moet dus telkens de vraag gesteld worden of de beoogde delegatie aan al die voorwaarden voldoet.

Het werken met talrijke delegaties op basis waarvan de raden vergoedingen, premies en bijkomende toelagen kunnen vaststellen, blijkt bovendien in tegenstelling te staan tot de doelstelling van harmonisering die wordt nagestreefd door de vaststelling van een door de Koning uitgewerkte enige bezoldigingsregeling voor de operationele leden van de hulpverleningszones.

Deze opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 3, 39 en 40.

2. Verschillende bepalingen kunnen ook moeilijkheden opleveren ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie, doordat ze een onderscheid invoeren tussen bijvoorbeeld bepaalde categorieën graden of bepaalde categorieën vrijwillige personeelsleden (bijvoorbeeld: artikel 9, titel 4, titel 5, artikelen 33, tweede lid, 40 en 47).

De steller van het ontwerp moet dit onderscheid kunnen rechtvaardigen ten aanzien van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

3. Daar de zonecommandant noodzakelijkerwijze een lid is van het operationeel personeel, valt hij onder de toepassing van het voorliggende ontwerp. Uit geen enkele bepaling kan evenwel worden opgemaakt welke bezoldiging zal worden toegekend aan het personeelslid dat is aangewezen om de functie van zonecommandant uit te oefenen. Het ontwerp moet op dat punt worden aangevuld.

4. Met toepassing van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, neemt de afdeling Wetgeving alleen kennis van ontwerpbesluiten van reglementaire aard.

Bepalingen van een besluit die weddeschalen vaststellen, zijn niet van reglementaire aard. Hetzelfde geldt voor bepalingen die toelagen of vergoedingen vaststellen.

Over de onderdelen van het ontwerp die alleen daarop betrekking hebben, behoren dus geen opmerkingen te worden gemaakt, met uitzondering van de volgende vaststelling: bijlage 1 vermeldt een weddeschaal voor de graad van luitenant (uitdovend), maar uit het onderzoek van het voorliggende ontwerp en van het ontwerp van administratief statuut valt niet op te maken in welke situaties die weddeschaal geldt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 5

Aangezien de artikelen 41, § 2, en 42 van het ontworpen statuut gelden voor het personeelslid dat gebruikmaakt van de mogelijkheid die wordt bedoeld in artikel 207 van de wet van 15 mei 2007, moet in het ontworpen artikel 5 het volgende worden gepreciseerd: “Met uitzondering van de artikelen 41, § 2, en 42, is dit statuut van toepassing ...”.

Boek 2, titel 1 – Bepalingen voor het beroepspersoneelslid

Titel 1 zou beter het opschrift “Wedde” dragen.

Artikel 7

Dit artikel regelt de toekenning van de weddeschaal in geval van bevordering door verhoging in graad⁴ en zou in een specifieke titel moeten worden ondergebracht.

Artikel 9

1. De verwijzingen zijn onnauwkeurig. Het zou beter zijn om naar analogie met de termen die worden gebezigd in bijvoorbeeld artikel 84 van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 ‘betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’ het volgende te schrijven:

“Het beroepspersoneelslid ontvangt:

1° een haard- of standplaatstoelage onder de voorwaarden vastgesteld in het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt;

2° een eindejaarstoelage onder de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 28 november 2008 tot vervanging, voor het personeel van sommige overheidsdiensten, van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt;

3° een vakantiegeld onder dezelfde voorwaarden als die welke voor de rijksambtenaren zijn vastgesteld”.

Bovendien kunnen vraagtekens worden geplaatst bij de redenen waarom de vrijwillige personeelsleden, die in werkelijkheid tijdelijke statutaire personeelsleden zijn, die toelagen en dat vakantiegeld ook niet naar rato van hun prestaties zouden kunnen krijgen. Dat geldt des te meer daar het koninklijk besluit van 2 december 2003 ‘betreffende het vakantiegeld voor de leden van de openbare brandweerdiensten’ en het koninklijk besluit van

⁴ Dat meer gebruikelijke begrip verdient de voorkeur boven het begrip “hiërarchische bevordering”.

22 december 2003 ‘betreffende de eindejaarstoelage voor de leden van de openbare brandweerdiensten’ die bij artikel 41, § 1, worden opgeheven, de vrijwillige personeelsleden niet buiten hun werkingssfeer houden.

Artikel 10

Dat artikel bevat eigenlijk een definitie en zou in artikel 1 moeten worden ingevoegd.

Artikel 11

Het begrip “aanneembare opleidingsuren” zou moeten worden gepreciseerd: gaat het alleen om de bijscholing, bedoeld in de bepaling onder 3° van de artikelen 13 tot 20, en de erkende opleidingen, bedoeld in de bepaling onder 4° van de artikelen 13 tot 20, of gaat het ook om andere opleidingen?

Bovendien wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat artikel 150 van het ontwerp van koninklijk besluit ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszone’ (hierna: het ontwerp van administratief statuut), waarover heden advies 55.165/2 is gegeven, de term “voortgezette opleiding” bezigt.

Indien die verschillende termen naar hetzelfde begrip verwijzen, moet voor een eenvormige benaming worden geopteerd. Indien ze daarentegen op verschillende begrippen betrekking hebben, moet zulks duidelijk worden aangegeven.

Boek 2, titel 3 – Geldelijke anciënniteit

Algemene opmerking

Bij het lezen van deze titel blijkt dat de geldelijke anciënniteit bestaat uit:

1° de geldelijke anciënniteit die wordt erkend als verworven op het ogenblik van de indiensttreding;

2° de geldelijke anciënniteit die het personeelslid na zijn indiensttreding verwerft.

De artikelen van deze titel moeten dus worden gegroepeerd naargelang ze ertoe strekken de anciënniteit vast te stellen die wordt erkend als verworven op het ogenblik van de indiensttreding dan wel de anciënniteit die het personeelslid na zijn indiensttreding verwerft.

Artikel 21

Teneinde met de voorgaande opmerking rekening te houden, kan dit artikel worden geredigeerd als volgt:

“De geldelijke anciënniteit bestaat uit twee delen:

1° het gedeelte dat word erkend als verworven op het ogenblik van de indiensttreding;

2° het gedeelte dat het personeelslid na zijn indiensttreding verwerft.

Het eerste gedeelte wordt beschreven in de artikelen xxx (te bepalen) en het tweede gedeelte in artikel xxx (te bepalen)”.

Artikel 22

1. Om interpretatieproblemen te voorkomen, verdient het aanbeveling om in paragraaf 1 de definitie van ‘openbare diensten’ nader te bepalen, naar het voorbeeld van hetgeen bepaald wordt in artikel 11, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 “betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt”⁵.

2. De vraag rijst of artikel 22, § 3, van het ontwerp geen onnodige herhaling is van de bepalingen die vervat zijn in punt 2° van de artikelen 13 tot 20 van het ontwerp, waarin bepaald wordt dat een van de voorwaarden waaraan voldaan moet zijn voor de bevordering door verhoging in graad is dat men “de vermelding ‘voldoende’ gekregen (moet) hebben bij de laatste evaluatie”.

Aldus heeft het krijgen van de vermelding “onvoldoende” voor het personeelslid op zich reeds een negatieve impact op diens opklimming in de salarisschaal. De vraag rijst dan ook of het in dat geval nog nut heeft om in artikel 22, § 3, te bepalen dat de perioden gedurende welke hij deze vermelding gekregen heeft niet in aanmerking genomen worden als aanneembare diensten voor de berekening van de geldelijke anciënniteit.

3. In paragraaf 4, tweede lid, verdient het aanbeveling om te voorzien in een afrondingsregel teneinde de berekeningen niet te complex te maken door het gebruik van decimalen.

⁵ Die bepaling luidt als volgt:

“De personeelsleden aangeworven door privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen die niet bedoeld zouden worden in het eerste lid, in een rechtspositie die eenzijdig bepaald is door de bevoegde overheid of krachtens een machtiging van de overheid, door hun bevoegde bestuursorgaan, worden beschouwd als behorend tot de openbare diensten”.

Teneinde de rechten te waarborgen die voortvloeien uit vroegere berekeningen, verdient het eveneens aanbeveling om naar het voorbeeld van hetgeen bepaald wordt in artikel 11, § 4, van het voornoemde koninklijk besluit van 25 oktober 2013 het volgende te bepalen:

“Wanneer het personeelslid echter deeltijds gepresteerde diensten doet gelden en deze voltijds in aanmerking werden genomen voor de berekening van zijn geldelijke anciënniteit in de overheidsdienst waar ze gepresteerd werden, wordt de geldelijke anciënniteit erkend als voltijds verworven.

Ook wanneer periodes waarin het personeelslid niet daadwerkelijk diensten heeft gepresteerd in aanmerking werden genomen voor de berekening van zijn geldelijke anciënniteit in de overheidsdienst waar ze gepresteerd werden, wordt de geldelijke anciënniteit als voltijds verworven erkend.”

Die erkenning behoort derhalve eveneens beperkt te worden tot die welke het personeelslid zou genoten hebben mocht hij voor diezelfde periode bij voorbeeld in dienst genomen zijn door een hulpverleningszone.

4. In paragraaf 6 zou moeten worden bepaald dat in het statuut de berekeningsmethode moet worden vastgesteld die door het college moet worden toegepast om de duur van de in aanmerking komende diensten te bepalen⁶.

Artikel 23

De essentiële bestanddelen van de procedure voor de indiening van de erkenningsaanvraag (termijn, bevoegde overheid, enz.) zouden nader bepaald moeten worden, net als de gevolgen van een beslissing tot niet-erkenning of van het uitblijven van een beslissing binnen een bepaalde termijn.

Artikel 24

Er zou eveneens het volgende moeten worden bepaald:

- het resultaat van de berekening van de verworven geldelijke anciënniteit kan nooit tot gevolg hebben dat er meer maanden in aanmerking worden genomen dan die waarin de diensten gepresteerd werden;

- de tien maanden van het schooljaar in het onderwijs tellen echter voor een jaar⁷.

⁶ Zie bij voorbeeld artikel 11, § 3, van het voornoemde koninklijk besluit van 25 oktober 2013.

⁷ Zie in dat verband artikel 11, § 5, van het voornoemde koninklijk besluit van 25 oktober 2013.

Boek 2, titel 4 – Premie voor operationaliteit en onregelmatige prestaties

Algemene opmerking

Deze toelage is voorbehouden aan de leden van het beroepspersoneel. De steller van het ontwerp moet kunnen rechtvaardigen dat de vrijwilligers niet eveneens in aanmerking kunnen komen voor zo'n premie.

Artikel 25

In het tweede en derde lid wordt verwezen naar de bijlagen 2 en 3 van het ontwerp van administratief statuut. Zoals dat ontwerp ter fine van advies is voorgelegd aan de Raad van State onder het rolnummer 55.165/2, bevat het evenwel geen bijlage 3. Bijlage 2 betreft dan weer een model van medisch attest.

Boek 3, titel 5 – Toelage voor de uitoefening van een hogere functie

Algemene opmerking

Deze toelage is voorbehouden aan de leden van het beroepspersoneel. Uit boek 10 van het ontworpen administratief statuut blijkt evenwel dat de hogere ambten door zowel beroepspersoneel als door vrijwilligers kunnen worden uitgeoefend. Niets rechtvaardigt dus *a priori* dat de vrijwilligers die dergelijke ambten uitoefenen niet eveneens in aanmerking kunnen komen voor zo'n toelage.

Artikel 28

1. In het eerste lid zijn de woorden “dan dat van de graad waarmee hij bekleed is” overbodig.

2. Het lijkt aangewezen om naar analogie met artikel 147, tweede lid, van het ontworpen administratief statuut het volgende te bepalen:

“Indien het personeelslid wordt bevorderd tot de graad die overeenstemt met de betrekking die hij zonder onderbreking heeft waargenomen en indien hij voor deze betrekking wordt aangewezen, neemt hij rang in, voor de bevordering in zijn weddenschaal, op de datum vanaf dewelke hij die betrekking ononderbroken waarneemt. Deze datum mag niet teruggaan tot vóór de datum waarop het personeelslid alle vereisten heeft vervuld die gesteld worden in het administratief statuut om bevorderd te worden tot de weddenschaal die verbonden is aan de huidige betrekking, noch tot vóór de datum waarop die betrekking vacant werd”.

Artikel 33

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in het tweede lid voor de geldelijke anciënniteit van de korporalen een bijzondere berekening wordt uitgevoerd. Dit kan aanleiding geven tot problemen uit het oogpunt van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

Artikel 37

Dit artikel, waarin bepaald wordt dat de duur van de prestaties, op grond waarvan de geldelijke anciënniteit kan worden berekend, vastgesteld wordt door onder meer rekening te houden met de wachtdiensten in de kazerne, lijkt in tegenstelling te zijn met artikel 33, eerste lid, van het ontwerp, volgens hetwelk de geldelijke anciënniteit wordt berekend ten belope van een jaar anciënniteit voor honderdtachtig prestatieuren, buiten de wachtdiensten in de kazerne.

Artikel 38

Het derde lid wijkt af van artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 juni 1994 waarnaar verwezen wordt in het tweede lid. Het vermeldt niet op welke wijze het desbetreffende percentage wordt vastgesteld.

Die bepaling zou dus in dat opzicht moeten worden aangevuld.

Boek 4 – Facultatieve bepalingen

Het opschrift van boek 4 zou gewijzigd moeten worden. Het zijn immers niet de bepalingen die facultatief zijn, maar de tenuitvoerlegging van de bevoegdheid die deze bepalingen verlenen aan de hulpverleningszone.

Artikel 41

In paragraaf 1 wordt de aandacht van de steller van het ontwerp gevestigd op het volgende:

- het koninklijk besluit van 20 juni 1994 'tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het personeel van de openbare brandweerdiensten' is eveneens van toepassing op het personeel van de gemeentepolitie, inzonderheid via artikel 12.11.72 RPPol;

- het koninklijk besluit van 20 juni 1994 'tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de toekenning van nacht-, zaterdag- en zondagtoelagen' is eveneens van toepassing op de politiediensten, inzonderheid via artikel 12.11.74 RPPol;

- de omzendbrief van 3 maart 1995 'betreffende de vergoeding voor nacht-, zaterdag- en zondagprestaties en de vergoeding voor wachtprestaties aan huis' is eveneens van toepassing op bepaalde officieren van de gemeentepolitie.

De opheffing van die regels dreigt dus een verandering teweeg te brengen in de situatie van die personen.

Artikel 47

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het vrijwillig personeelslid dat gelijktijdig vrijwillig personeelslid was van twee of meerdere brandweerdiensten in dezelfde maand die prestaties niet mag combineren om zijn geldelijke anciënniteit te berekenen. Uit de lezing van artikel 24 blijkt in elk geval dat dit niet zo is voor de berekening van de geldelijke anciënniteit van het beroepspersoneel. Dat kan aanleiding geven tot problemen uit het oogpunt van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

Artikel 49

Deze bepaling is niet duidelijk. Wat gebeurt er als het koninklijk besluit waarbij wordt vastgesteld dat voldaan is aan de voorwaarden bepaald in artikel 220 van de wet van 15 mei 2007, niet in werking kan treden op 1 januari 2015?

Met dat voorbehoud kan op grond van het tweede deel van artikel 49, hoe dan ook niet op eenvoudige wijze worden uitgemaakt welke de datum van inwerkingtreding is die deze bepaling beoogt vast te stellen. Zoals deze thans is gesteld, komt het immers aan de betrokkenen toe om na te gaan op welke datum de Koning toepassing gegeven heeft aan artikel 220 van de voornoemde wet van 15 mei 2007.

Het verdient aanbeveling om de minister die bevoegd is voor Binnenlandse Zaken te machtigen om in het Belgisch Staatsblad een bericht bekend te maken waarin, met toepassing van artikel 49, vermeld wordt op welke datum artikel 207 van de voornoemde wet van 15 mei 2007 en het ontworpen besluit in werking treden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT